

Chrétiens d'Orient et autres persécutés de l'Etat islamique : une réunion à Paris pour définir un "plan d'action"



La réunion, co-présidée par le chef de la diplomatie française Laurent Fabius et par son homologue jordanien Nasser Judeh a pour but de tirer les conclusions "des discussions du printemps" et de "proposer une charte d'action".

Une conférence internationale a lieu ce mardi à Paris pour décider d'un "plan d'action" en faveur des minorités persécutées au Moyen-Orient par le groupe État islamique (EI), selon des sources diplomatiques. Cette réunion sera ouverte par le président français François Hollande, avait été décidée en mars lors d'un débat consacré à ce sujet au Conseil de sécurité de l'Onu.

En effet, le 27 mars dernier, Laurent Fabius avait estimé que la communauté internationale devait tout faire pour permettre le retour chez elles des minorités du Moyen-Orient persécutées par les groupes extrémistes comme l'EI. Il avait évoqué le sort non seulement des chrétiens d'Orient mais aussi des Yézidis du Kurdistan irakien ou les Kurdes de Kobané (Syrie). Il ne reste qu'environ 400.000 chrétiens en Irak, contre environ 1,4 million en 1987.

A lire aussi : [Le maire de Roanne accepte d'accueillir des migrants uniquement s'ils "sont chrétiens"](#)

La réunion, coprésidée par le chef de la diplomatie française Laurent Fabius et par son homologue jordanien Nasser Judeh, a pour but de tirer les conclusions "des discussions du printemps" et de "proposer une charte d'action", avait précisé M. Fabius. "L'objectif de cette rencontre est d'identifier des mesures concrètes pour répondre à tous les aspects de la situation des victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient", a précisé le porte-parole du Quai d'Orsay, Romain Nadal.

Le "plan d'action", dont les détails seront annoncés mardi après-midi, va prévoir dans ses grandes lignes de "préparer et faciliter le retour volontaire et durable des déplacés, promouvoir des solutions politiques respectueuses des droits de l'Homme (...) et mettre fin à l'impunité de ceux qui ont commis des crimes contre les populations pour des raisons d'appartenance ethnique ou de conviction religieuse", a précisé M. Nadal.

Une soixantaine d'États seront représentés mardi à Paris, dont tous les pays concernés et de nombreux États de la région, de même que les représentants de nombreuses ONG et de toutes les grandes agences de l'ONU.

"Cette initiative servira à dire : ça suffit", a souligné le vice-secrétaire général des Nations unies, Jan Eliasson, lors d'un point-presse lundi au siège de l'Unesco. "Le monde doit réagir de manière plus déterminée", face à l'action de l'EI, a-t-il jugé. "En Irak, il est important de combiner des moyens militaires, qui sont sans aucun doute nécessaires, avec une stratégie politique", notamment de soutien au gouvernement et d'aide aux déplacés, a-t-il estimé.

Quant à la Syrie, il faut selon lui "des efforts combinés" des membres du Conseil de sécurité de l'ONU et des pays de la région pour "mettre un terme à l'horreur". "Pour l'instant, nous n'avons pas eu de résolution forte", a-t-il déploré. Moscou a opposé à plusieurs reprises son veto à des projets de résolution condamnant le pouvoir de Damas.

A la veille de la tenue, ce mardi à Paris, de cette conférence de l'ONU sur les minorités ethniques victimes de violences au Proche-Orient, des manifestants se sont réunis, répondant à un appel de la Coordination des Chrétiens d'Orient en danger (Chredo), qui accuse Ankara de faire partie de l'Otan d'un côté mais d'être complice du groupe Etat islamique de l'autre.

"En autorisant les trafics de pétrole de Daech, en laissant passer les volontaires qui veulent rejoindre le groupe, en laissant passer les armes et les munitions qui lui sont destinées, la Turquie est complice de Daech", a assuré à l'AFP Patrick Karam, président de la Chredo. Sous des banderoles proclamant notamment "Turquie 1915 : coupable du génocide des Arméniens - 2015 : coupable du génocide des Chrétiens d'Orient", les manifestants ont brandi des drapeaux français, libanais et syriens. "La France vient de décider de bombarder la Syrie : ça ne sert à rien", a ajouté M. Karam.

Et d'ajouter : "Des avions américains survolent déjà les zones tenues par Daech et reviennent de mission la plupart du temps sans avoir tiré, faute de cibles". "La Turquie sera présente demain à la réunion de Paris", a-t-il lancé au micro. "La communauté internationale va-t-elle en profiter pour lui demander des comptes sur son double jeu ? Absolument pas ! C'est pourquoi nous sommes ici ce soir".